



## CHAPITRE 28

### Loi sur les loteries et courses

[Sanctionnée le 23 décembre 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

#### SECTION I

##### DÉFINITIONS

Interprétation:

**1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

« course »; *a*) « course »: une course de chevaux ou toute autre course déterminée par règlement;

« permis »; *b*) « permis »: un permis délivré en vertu de la présente loi;

« établissement »; *c*) « établissement »: un lieu où une course est tenue ou tout lieu qui est spécialement aménagé à cette fin;

« Régie »; *d*) « Régie »: la Régie des loteries et courses du Québec instituée par l'article 2;

« Société »; *e*) « Société »: la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec instituée par l'article 54;

« personne autorisée »; *f*) « personne autorisée »: une personne autorisée par la Régie en vertu de l'article 35;

« règlement »; *g*) « règlement »: un règlement adopté en vertu de la présente loi.

« système de loterie ». L'expression « système de loterie » comprend une loterie ainsi qu'un jeu de hasard et un jeu où se mêlent le hasard et l'adresse.

## CHAPTER 28

### Lotteries and Races Act

[Assented to 23rd of December 1969]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

#### DIVISION I

##### DEFINITIONS

Interpretation:

**1.** In this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(*a*) "race": any horse race or any other race determined by regulation;

(*b*) "permit": a permit issued under this act;

(*c*) "establishment": a place where a race is conducted or any place specially arranged for such purpose;

(*d*) "Board": the body constituted by section 2;

(*e*) "Corporation": the body constituted by section 54;

(*f*) "authorized person": a person authorized by the Board under section 35;

(*g*) "regulation": any regulation made under this act.

The expression "lottery scheme" includes a lottery, a game of chance and a game of mixed chance and skill.

## SECTION II

## DIVISION II

## RÉGIE DES LOTERIES ET COURSES DU QUÉBEC

## RÉGIE DES LOTERIES ET COURSES DU QUÉBEC

§ 1.—*Constitution de la Régie*§ 1.—*Constitution of the Board*Institu-  
tion.  
Nom.

2. Un organisme est institué sous le nom de « Régie des loteries et courses du Québec ».

2. A body is constituted under the name of "Régie des loteries et courses du Québec". Body con-  
stituted.  
Name.

Siège  
social.

3. La Régie a son siège social dans la Ville de Québec; elle peut toutefois le transporter dans une autre municipalité avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

3. The corporate seat of the Board shall be in the City of Québec, but such Board may transfer it to another municipality with the approval of the Lieutenant-Governor in Council; such change shall come into force upon publication of a notice to such effect in the *Québec Official Gazette*. Corporate  
seat.

Séances.

La Régie peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

The Board may hold its sittings at any place in the province of Québec. Sittings.

Composi-  
tion.

4. La Régie est formée de trois membres nommés pour dix ans par le lieutenant-gouverneur en conseil qui choisit un président et un vice-président parmi eux et qui fixe les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun d'eux.

4. The Board shall consist of three members appointed for ten years by the Lieutenant-Governor in Council who shall choose a president and a vice-president from among their number and shall fix the fees, allowances or salary or the additional salary, as the case may be, of each of them. Compo-  
sition.

Mandat.

5. Les membres de la Régie restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

5. The members of the Board shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term of office, until re-appointed or replaced. Term of  
office.

Services  
exclusifs.

6. Les membres de la Régie doivent s'occuper exclusivement du travail de la Régie et des devoirs de leurs fonctions.

6. The members of the Board shall devote their time exclusively to the work of the Board and the duties of their office. Full-  
time  
occupa-  
tion.

Conflit  
d'intérêts.

7. Aucun membre de la Régie ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Régie.

7. No member of the Board, under pain of forfeiture of his office, shall have any direct or indirect interest in an undertaking that puts his personal interest in conflict with that of the Board. Conflict  
of in-  
terest.

Exception.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

Such forfeiture, however, shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift and he renounces or disposes of it with all possible dispatch. Proviso.

Rempla-  
cement  
tempo-  
raire.

8. Au cas d'incapacité d'agir du président de la Régie par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; au cas d'incapacité d'agir d'un autre membre de la Régie par suite d'absence ou de maladie, il peut être remplacé

8. If the president of the Board is unable to act by reason of absence or illness, he shall be replaced by the vice-president; if another member of the Board is unable to act by reason of absence or illness, he may be replaced by a person Tempo-  
rary  
replac-  
ement.

par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité; cette personne est nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe ses honoraires, allocations, traitement ou traitement additionnel.

appointed to perform his duties while he is unable to act; such person shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix his fees, allowances, salary or additional salary.

**Quorum.** 9. Le quorum de la Régie est constitué de deux membres dont le président.

9. Two members, including the president, shall constitute a quorum of the Board.

**Vote prépondérant.** 10. En cas d'égalité des voix, le président a une voix prépondérante.

10. In the case of a tie-vote, the president shall have a casting-vote.

**Décisions.** 11. Les décisions de la Régie qui terminent une affaire doivent être rendues par écrit et être motivées; elles font partie des archives de la Régie. La Régie peut, pour cause, réviser ou révoquer toute décision qu'elle a rendue.

11. Decisions of the Board terminating a matter shall be rendered in writing and shall state the reasons therefor; they shall form part of the Board's records. The Board, for cause, may revise or cancel any decision it has rendered.

**Authenticité des procès-verbaux, etc.** 12. Les procès-verbaux des séances, approuvés par la Régie et certifiés par le président ou le secrétaire, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président de la Régie ou le secrétaire.

12. The minutes of the sittings, approved by the Board and certified by the president or secretary, shall be authentic. The same shall apply to documents and copies emanating from the Board or forming part of its records, when they are signed by the president or the secretary of the Board.

**Responsabilité du président.** 13. Le président est responsable de l'administration de la Régie dans le cadre de ses règlements.

13. The president shall be responsible for the administration of the Board within the scope of its by-laws.

**Secrétaire, etc.** 14. Le secrétaire et les autres personnes à l'emploi de la Régie sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14).

14. The secretary and the other persons employed by the Board shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

**Pouvoirs du président.** Cependant, le président de la Régie exerce à ce sujet les pouvoirs que cette loi attribue au sous-chef d'un ministère.

However, the president of the Board shall exercise in this respect the powers assigned by such act to the deputy-head of a department.

**Immunité.** 15. Les membres de la Régie ainsi que les autres fonctionnaires et employés de la Régie ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

15. The members of the Board and the other officers and employees of the Board cannot be sued by reason of official acts done in good faith in the performance of their duties.

**Recours interdits.** 16. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Régie

16. None of the extraordinary recourses provided in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction shall be

ou les membres de la Régie, agissant en leur qualité officielle.

granted against the Board or against the members of the Board acting in their official capacity.

Annulation de bref, etc.

Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'alinéa précédent.

Two judges of the Court of Appeal, upon motion, may annul summarily any writ, order or injunction issued or granted contrary to the preceding paragraph.

Annulment of writ, etc.

Sommes provenant des droits, etc.

**17.** Les sommes provenant du versement des droits et les cautionnements ou gages forfaits sont versées annuellement par la Régie au fonds consolidé du revenu.

**17.** The sums derived from payment of the fees and from any forfeited security or pledge shall be paid by the Board into the consolidated revenue fund each year.

Sums from fees, etc., paid by Board.

Année financière.

**18.** L'année financière de la Régie se termine le 31 mars de chaque année.

**18.** The fiscal year of the Board shall end on the 31st of March each year.

Fiscal year.

Rapport annuel.

**19.** La Régie doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, soumettre au ministre de la justice un rapport de ses activités pour la précédente année financière. Le ministre doit déposer ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

**19.** Not later than the 30th of June each year, the Board shall submit to the Minister of Justice a report on its activities for the previous fiscal year. The Minister shall lay such report before the National Assembly within thirty days after receipt thereof if it is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

Annual report.

Vérification.

**20.** Les livres et comptes de la Régie sont vérifiés par l'auditeur de la province chaque année et, en outre, chaque fois que le décret le lieutenant-gouverneur en conseil; les rapports de l'auditeur doivent accompagner le rapport annuel de la Régie.

**20.** The books and accounts of the Board shall be audited by the Provincial Auditor each year and also whenever the Lieutenant-Governor in Council so orders; the reports of the auditor must accompany the annual report of the Board.

Audit.

## § 2.—Fonctions et pouvoirs de la Régie

## § 2.—Functions and powers of the Board

Fonctions.

**21.** La Régie a pour fonction de surveiller les courses au Québec.

**21.** The functions of the Board shall be to supervise races in the province of Québec.

Functions.

Licences pour systèmes de loteries.

La Régie peut aussi, si le lieutenant-gouverneur en conseil lui en confie le pouvoir, délivrer des licences autorisant des personnes à conduire et administrer des systèmes de loteries conformément à la loi et aux modalités prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil.

The Board may also, if the Lieutenant-Governor in Council entrusts to it the power, issue licences authorizing persons to conduct and manage lottery schemes in accordance with the law and the terms and conditions prescribed by the Lieutenant-Governor in Council.

Licences for lottery schemes.

Permis aux clubs sociaux.

La Régie peut également, avec l'autorisation du procureur-général, émettre des permis en vertu desquels un club social ou une succursale d'un tel club peut exiger une cotisation pour la participation aux jeux qui sont pratiqués dans le local qu'ils

With the authorization of the Attorney-General, the Board may also issue permits under which a social club or a branch of such a club may require an assessment for participation in the games practised on the premises which such club or branch

Permits for games in social clubs.



occupent ou utilisent sans que ce local ne devienne pour autant une maison de jeu.

Autres  
devoirs.

La Régie accomplit en outre les autres devoirs qui lui sont conférés en vertu de la présente loi.

occupies or uses, but such premises shall not thereby become a gaming house.

The Board shall also carry out such other duties as are assigned to it under this act.

Other  
duties.

### § 3.—*Permis*

Permis de  
course.

**22.** Nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, nul ne peut conduire ou administrer une course s'il ne détient un permis à cette fin.

Déli-  
vrance.

**23.** Tout permis est délivré au nom d'une personne physique, domiciliée au Québec depuis au moins douze mois, pour son compte ou pour le bénéfice d'une corporation, d'une société ou d'une association ayant son siège social au Québec.

Demande  
de permis.

**24.** Toute personne qui sollicite un permis doit transmettre sa demande à la Régie dans la forme prescrite, accompagnée des documents prévus par les règlements.

Registre.

**25.** La Régie, sur réception de toute demande pour la délivrance d'un permis, doit inscrire cette demande dans un registre tenu à cette fin à son bureau.

Accès du  
public.

Le public peut avoir accès à ce registre aux heures et aux jours où le bureau de la Régie est ouvert.

Publi-  
cation  
d'avis.

**26.** Sur réception d'une demande pour la délivrance d'un permis, la Régie doit faire publier une fois, dans un journal de langue française et une fois dans un journal de langue anglaise publiés à l'endroit où est situé l'établissement que le permis concerne, ou, s'il n'y en a pas, à l'endroit le plus rapproché où il s'en trouve, un avis écrit de la demande qu'il a reçue. Cet avis identifie le requérant, précise la nature de sa demande et indique l'emplacement de l'établissement où le permis sera exploité.

Délai  
pour les  
objec-  
tions.

Par cet avis, la Régie doit inviter toute personne qui le désire à formuler à son bureau, dans les quinze jours de la publication de l'avis, les objections qu'elle peut avoir à la délivrance du permis.

### § 3.—*Permits*

**22.** Notwithstanding any inconsistent provision of a general law or special act, no person shall conduct or manage a race unless he holds a permit for such purpose.

Permit  
for con-  
ducting,  
etc., race.

**23.** Every permit shall be issued in the name of a physical person who has been domiciled in the province of Québec for not less than twelve months, either on his behalf or for the benefit of a corporation, partnership or association having its corporate seat in the province of Québec.

Issue to  
licencees.

**24.** Every person who applies for a permit must send his application to the Board in the prescribed form together with the documents prescribed by the regulations.

Applica-  
tion.

**25.** Upon receiving each application for the issue of a permit, the Board shall enter it in a register kept for that purpose in its office.

Register.

Such register shall be open to the public on the days and during the hours when the office of the Board is open.

Open to  
public.

**26.** On receiving an application for the issue of a permit, the Board shall cause to be published once in a French-language newspaper and once in an English-language newspaper, published at the place where the establishment which the permit concerns is located or, if there is none, at the nearest place where there is one, a written notice of the application received by it. Such notice shall identify the applicant, state the nature of his application and indicate the site of the establishment where the permit is to be used.

Publi-  
cation of  
notice.

By such notice the Board shall call upon any person who so desires to raise, in its office, and within fifteen days from the publication of the notice, any objections he may have to the issue of the permit.

Delay for  
objections.

Formes  
des  
objections.

**27.** Les objections visées à l'article 26 sont formulées par écrit; le document qui les contient doit être signé par la personne qui les fait et contenir les raisons qui les appuient.

Accès du  
public aux  
objections.

Le public peut avoir accès à tout document contenant les objections auxquelles réfère l'article 26 et toute personne qui en fait la demande à la Régie peut obtenir des copies de ces documents sur paiement des honoraires déterminés par règlement de la Régie.

Immu-  
nité.

**28.** Nul opposant à une demande faite à la Régie ne peut être poursuivi en dommages à raison de son opposition, à moins qu'on ne prouve qu'il a agi de mauvaise foi.

Décision  
sur les  
demandes.

**29.** Lorsqu'il n'y a pas d'opposition, la Régie peut accorder ou refuser la demande et elle peut, si elle le juge à propos, ne rendre sa décision qu'après enquête publique.

Audience  
publique.

Lorsqu'il y a opposition, elle ne peut rendre cette décision qu'après avoir appelé les parties en audience publique pour leur permettre de se faire entendre.

Enquête  
publique.

**30.** Lorsqu'il y a lieu à enquête publique, le président de la Régie fixe la date de l'enquête et le lieu où elle sera tenue.

Avis  
d'enquête.

**31.** La Régie doit, par lettre recommandée, donner avis de la tenue de l'enquête au requérant et à tout opposant, en indiquant l'endroit, le jour et l'heure de l'enquête. Cette lettre doit être communiquée aux intéressés au moins dix jours avant la date fixée pour la tenue de l'enquête.

Condi-  
tions de  
délivrance  
de permis.

**32.** La Régie délivre le permis si le requérant et, le cas échéant, si la corporation, la société ou l'association pour le bénéfice de laquelle il agit, remplissent les conditions prescrites par les règlements; elle peut suspendre ou annuler le permis de toute personne qui refuse ou néglige de se soumettre aux prescriptions de la présente loi ou des règlements.

Annula-  
tion, etc.

La Régie doit, avant de prononcer l'annulation ou la suspension d'un permis,

**27.** The objections contemplated in section 26 shall be stated in writing; the document containing them shall be signed by the person raising them and shall contain the reasons in support of them.

Form of  
objections.

The public may have access to any document containing the objections referred to in section 26 and any person who applies therefor to the Board may obtain copies of such documents upon payment of the fees determined by regulation of the Board.

Public  
access to  
docu-  
ments,  
etc.

**28.** No person opposing an application made to the Board shall be sued in damages by reason of his opposition, unless it is proved that he acted in bad faith.

Immu-  
nity.

**29.** When no objection has been raised, the Board may grant or refuse the application and it may, if it sees fit, defer its decision until after a public inquiry.

Decisions  
on appli-  
cations.

When objections are raised, it shall not render such decision until after it has summoned the parties to a public hearing to enable them to be heard.

Hearing  
in case of  
objections.

**30.** Whenever there is occasion for a public inquiry, the president of the Board shall fix the date of such inquiry and the place where it is to be held.

Public  
inquiry.

**31.** The Board shall give notice, by registered letter, of the holding of the inquiry to the applicant and to every opposing party, stating the place, day and time of the inquiry. Such letter shall be sent to the interested parties at least ten days before the date fixed for the holding of the inquiry.

Notice of  
inquiry.

**32.** The Board shall issue the permit if the applicant fulfils or, where such is the case, if the applicant and the corporation, partnership or association for whose benefit he acts fulfil the conditions prescribed by the regulations, and may suspend or cancel the permit of any person refusing or neglecting to comply with the requirements of this act or of the regulations.

Condi-  
tions for  
issue of  
permit,  
etc.

Before cancelling or suspending a permit, the Board must give the holder there-

Cancellat-  
ion, etc.

donner au détenteur l'occasion d'être entendu. Elle doit aussi notifier par écrit sa décision, en la motivant, à la personne dont elle suspend ou annule le permis.

of an opportunity to be heard. It must also give notice in writing of its decision, stating the reasons on which it is based, to the person whose permit it suspends or cancels.

Approba-  
tion de  
fusion,  
etc.

**33.** Toute fusion, vente ou cession d'une entreprise exploitée dans un établissement, ou toute transaction, convention ou contrat de nature à effectuer un changement dans le contrôle d'une telle entreprise doit être préalablement approuvé par la Régie sous peine de nullité.

**33.** Every amalgamation, sale or transfer of an undertaking operated in an establishment, or any transaction, agreement or contract calculated to effect a change in the control of such an undertaking must, under pain of nullity, be previously approved by the Board.

Approval  
of amal-  
gamation,  
etc.

#### § 4.—Litiges et enquêtes

#### § 4.—Litigations and inquiries

Juridic-  
tion de  
la Régie.

**34.** La Régie possède, à l'exclusion de tout tribunal, juridiction sur tout litige ayant pour objet un gain réalisé ou une perte subie par une personne à l'occasion de sa participation à une course à laquelle elle assiste et qui est tenue conformément à la présente loi, si ce litige oppose cette personne à un autre participant ou au détenteur d'un permis.

**34.** The Board, to the exclusion of any court, shall have jurisdiction over any litigation having as its object any gain made or loss sustained by a person while participating in a race which he attends and which is held in accordance with this act, if such litigation sets such person against another participant or the holder of a permit.

Board's  
juris-  
diction.

Autori-  
sation.

**35.** La Régie peut autoriser par écrit toute personne à entendre et décider tout litige visé à l'article 34.

**35.** The Board may authorize in writing any person to hear and decide any litigation contemplated in section 34.

Author-  
ization.

Demande  
écrite.

**36.** Toute affaire portée en vertu de l'article 34 devant la Régie ou une personne autorisée est commencée par une demande écrite, rédigée sur une formule fournie par la Régie ou approuvée par elle et signée par le requérant.

**36.** Any matter brought under section 34 before the Board or an authorized person shall be commenced by a written application drawn up on a form supplied by the Board or approved by it and signed by the applicant.

Applica-  
tion in  
writing.

Transmis-  
sion aux  
intéressés  
et audi-  
tion de  
l'affaire.

**37.** La Régie ou la personne autorisée doit transmettre la demande de la façon déterminée par la Régie, à toutes les personnes qu'elle estime intéressées, sauf si elles sont toutes présentes lors de l'introduction de la demande. Dans ce dernier cas, la Régie ou la personne autorisée entend l'affaire sans délai; dans les autres cas, elle fixe le lieu, la date et l'heure de l'audition et en fait donner avis aux intéressés, par lettre recommandée.

**37.** The Board or the authorized person shall send the application, in such manner as it determines, to all persons whom such Board or person considers interested, unless such persons are all present when the application is introduced. In such latter case, the Board or the authorized person shall hear the matter forthwith; in other cases, such Board or person shall fix the place, date and hour of the hearing and shall cause a notice to be given to the interested persons by registered mail.

Transmis-  
sion of  
applica-  
tion and  
mode of  
hearing.

Interdic-  
tion  
d'agir.

**38.** Dans tout litige dont elle est saisie, la Régie ou la personne autorisée peut interdire à toute partie de poser un acte qui, à son avis, ne devrait pas être

**38.** In any litigation referred to it, the Board or the authorized person may forbid any party to perform an act which, in its or his opinion, should not be per-

Acts  
forbid-  
den.

posé avant qu'elle ne décide de ce litige et elle peut donner toutes les directives qu'elle juge nécessaires pour rendre sa décision effective.

formed before such Board or person decides such litigation, and may give all the directives which either deems necessary to render its or his decision effective.

Effet  
d'informa-  
lité.

**39.** Les décisions de la Régie ou de la personne autorisée ne sont pas entachées de nullité pour cause d'informalité.

**39.** The decisions of the Board or of the authorized person shall not be vitiated by reason of informality. Effect of informality.

Devoirs  
des  
huissiers  
et constables.

**40.** Les huissiers et constables doivent assister la Régie ou la personne autorisée, dans l'exercice de ses fonctions, et lui obéir chaque fois qu'ils en sont requis et ils sont payés suivant les mêmes tarifs et de la même manière que pour des services similaires en Cour provinciale.

**40.** The bailiffs and constables must assist the Board or the authorized person, in the exercise of its or his functions, and obey such Board or person whenever they are so required and they shall be paid in accordance with the same tariffs and in the same manner as for similar services in the Provincial Court. Duties, etc., of bailiffs and constables.

Avis de  
décision.

**41.** La Régie ou la personne autorisée doit notifier sa décision par écrit aux intéressés. Cette décision doit être motivée.

**41.** The Board or the authorized person shall give notice of its or his decision in writing to the interested parties. Such decision shall give the reasons on which it is based. Notice of decision.

Appel.

**42.** Lorsque l'affaire a été entendue par une personne autorisée et lorsque la valeur de l'objet du litige n'est pas inférieure à trois cents dollars, tout intéressé peut interjeter appel de cette décision à la Régie. Cet appel doit être logé dans les dix jours de la date à laquelle la décision a été notifiée à l'appellant, au moyen d'un avis écrit adressé à la Régie et exposant avec concision les motifs d'appel. La Régie fait signifier cet avis à la personne dont la décision est en appel, ainsi qu'à tout autre intéressé.

**42.** When the matter has been heard by an authorized person and when the value of the object of the litigation is not less than three hundred dollars, any interested person may appeal to the Board from such decision. Such appeal must be taken within ten days from the date on which the appellant has been notified of the decision, by means of a written notice sent to the Board stating concisely the grounds for the appeal. The Board shall cause such notice to be served upon the person whose decision is appealed from, and upon any other interested person. Appeal.

Frais.

**43.** La Régie ou toute personne autorisée adjuge, à sa discrétion, sur les frais des litiges qui lui sont soumis.

**43.** The Board or any authorized person shall, at its or his discretion, adjudicate upon the costs of the litigations submitted to it or him. Costs.

Tarifs  
d'hono-  
raires,  
etc.

**44.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des tarifs d'honoraires et de droits payables à la Régie sur les matières qui lui sont soumises ou qui sont soumises à une personne autorisée et les procédures faites devant elles en vertu de la présente loi.

**44.** The Lieutenant-Governor in Council may make tariffs of fees and of duties payable to the Board on the matters submitted to it or submitted to an authorized person and on the proceedings had before either under this act. Tariffs of fees, etc.

Entrée en  
vigueur.

Ces tarifs entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Such tariffs shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as is fixed therein. Coming into force.



Décision  
sans  
appel.

**45.** Toute décision de la Régie sur une question en litige qui lui est soumise en première instance ou en appel est sans appel.

**45.** Any decision of the Board on any question in dispute submitted to it in first instance or in appeal shall be without appeal. No appeal.

Requête  
en homolo-  
gation.

**46.** Toute décision de la Régie ou d'une personne autorisée portant condamnation à payer une somme d'argent peut, lorsqu'elle est devenue définitive, être homologuée, sur requête d'une partie intéressée, par la Cour supérieure ou la Cour provinciale suivant leur compétence respective eu égard au montant de la condamnation.

**46.** Any decision of the Board or of an authorized person entailing a condemnation to pay a sum of money may, when it has become final, be homologated, upon a motion of an interested party, either by the Superior Court or the Provincial Court according to their respective jurisdictions taking into account the amount of the condemnation. Motion for homologation of decision.

Décision  
exécutoire.

Après homologation, cette décision est exécutoire comme un jugement de la cour par laquelle elle a été homologuée.

After homologation, such decision shall be executory in the same manner as any judgment of the court by which it has been homologated. Executory effect.

Pouvoir  
d'enquê-  
ter.

**47.** Dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs la Régie peut, par elle-même, ou un de ses membres ou toute personne qu'elle désigne par écrit, enquêter sur toute matière de sa compétence.

**47.** In the exercise of its functions and powers the Board by itself or any member thereof or any person appointed by it in writing may inquire into any matter within its competence. Right to make inquiries.

Pouvoirs  
et immu-  
nités.

**48.** Aux fins de ses enquêtes ainsi que des litiges qu'elle entend conformément aux dispositions qui précèdent, la Régie, ses membres et toute personne qu'elle autorise par écrit sont investis des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquêtes (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

**48.** For the purposes of its inquiries and of the litigations which it hears in accordance with the foregoing provisions, the Board, its members and any person authorized by it in writing shall have the powers and immunities of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11). Powers of inquiry.

Accès  
aux livres,  
etc.

**49.** Les membres de la Régie ou toute personne qu'elle désigne par écrit ont, en tout temps, accès à tous les livres, registres, comptes et autres dossiers de toute personne qui exploite une entreprise dans un établissement; toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces livres, registres, comptes, dossiers et autres documents doit en donner communication aux membres de la Régie ou à la personne qu'elle a désignée, et lui en faciliter l'examen.

**49.** The members of the Board or any person appointed by it in writing shall at all times have a right of access to all the books, registers, accounts and other records of any person who operates an undertaking in an establishment; any person having the custody, possession or control of such books, registers, accounts, records and other documents must give communication thereof to the members of the Board or to the person appointed by it and shall facilitate their or his examination of the same. Right of access to books, etc.

Vérifica-  
tion de  
l'équipe-  
ment.

Les membres de la Régie ou toute personne qu'elle désigne par écrit peuvent aussi vérifier en tout temps si l'équipement de tout établissement est conforme aux normes fixées par règlement.

The members of the Board or any person whom it appoints in writing may also verify at all times whether the equipment of any establishment complies with the standards determined by regulation. Verifica-  
tion of equip-  
ment.

Arrêt de  
course.

Si les membres de la Régie ou toute personne qu'elle a désignée par écrit ont

If the members of the Board have, or any person whom it has appointed in Termina-  
ting race.

des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la présente loi ou aux règlements est commise, ils peuvent aux conditions qu'ils déterminent mettre fin sur-le-champ à toute course.

writing has reasonable grounds to believe that an infringement of this act or of the regulations has been committed, such members or person may, upon such conditions as they determine or as he determines terminate forthwith any race.

Manoeuvres interdites.

**50.** Il est interdit d'entraver une personne effectuant une enquête conformément à la présente loi, de la tromper ou de tenter de la tromper par des réticences ou par des déclarations fauses ou mensongères, de refuser de lui déclarer ses nom, prénoms et adresse ou de négliger d'obéir à tout ordre qu'elle peut donner en vertu de la présente loi ou des règlements. Cette personne doit, si elle en est requise, exhiber un certificat attestant sa qualité signé par le président de la Régie ou une personne autorisée à cette fin.

**50.** It is forbidden to hinder a person making an inquiry in accordance with this act, to mislead or attempt to mislead him by concealment or misrepresentation, to refuse to declare to him one's surname, given names and address or to neglect to obey any order such person may give under this act or the regulations. Such person shall, if so required, produce a certificate attesting his authority signed by the president of the Board or a person thereunto authorized.

Hindering, etc., investigator forbidden.

### SECTION III

### DIVISION III

#### RÈGLEMENTATION ET ENTENTES

#### REGULATIONS AND AGREEMENTS

Réglementation.

**51.** La Régie peut, par règlement:

- a) édicter des règles relatives à la nature, au nombre, à la fréquence, à l'organisation et à la conduite des courses, au nombre de permis qui peuvent être délivrés, aux conditions dans lesquelles un permis doit être exploité et à la nature et à la qualité de l'équipement qui doit être utilisé;
- b) déterminer la forme et la teneur des permis et des demandes de permis ainsi que leur durée;
- c) déterminer les qualités requises de toute personne qui sollicite un permis ou un renouvellement de permis et les conditions que cette personne doit remplir, les états financiers et renseignements qu'elle doit produire, les droits qu'elle doit verser, le cautionnement qu'elle doit fournir ou le gage qui peut en tenir lieu et les cas où ce cautionnement ou ce gage peuvent être déclarés forfaits en faveur de la Régie;
- d) régler ou prohiber toute publicité ou toute réclame relative aux courses;
- e) établir des normes relatives à la tenue des registres, comptes et dossiers des détenteurs de permis et à leur inspection par toute personne autorisée à cette fin par la Régie;

**51.** The Board may by regulation:

- (a) make rules respecting the nature, number, frequency, organization and conduct of races, the number of permits which may be issued, the conditions upon which a permit may be used and the nature and quality of the equipment to be used;
- (b) determine the form and tenor of permits and of applications for permits, and their term;
- (c) determine the qualifications required of any person who applies for a permit or a renewal thereof and the conditions which such person must fulfil, the financial statements and information which he must produce, the fees he must pay, the security he must furnish or the pledge which may be in lieu thereof and the cases in which such security or such pledge may be declared forfeited in favour of the Board;
- (d) regulate or prohibit any publicity or advertising respecting races;
- (e) establish standards for the keeping of registers, accounts and records of the holders of permits, and for the inspection thereof by any person authorized for such purpose by the Board;

Subject-matter of regulations.

f) établir des règles de procédure pour la conduite des affaires qui sont de sa compétence ou dont est saisie une personne autorisée;

g) fixer une proportion entre le nombre d'habitants d'une région qu'elle détermine et le nombre de permis pouvant y être attribués;

h) assurer la protection du public et l'ordre public en tout ce que la Régie a charge de surveiller.

Appro-  
bation et  
entrée en  
vigueur.

**52.** Les règlements adoptés par la Régie sont soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et, s'ils reçoivent cette approbation, entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est déterminée à cette fin.

Ententes  
autorisées.

**53.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut conclure ou peut autoriser la Régie à conclure une entente avec l'autorité compétente de tout gouvernement, avec toute corporation ou avec toute association relative à l'échange de renseignements et à toute question touchant l'application de la présente loi.

(f) make rules of procedure for the control of matters within its competence or which are referred to an authorized person;

(g) fix a proportion between the number of inhabitants of any region which it determines and the number of permits which may be granted there;

(h) ensure public protection and public order in all matters under the supervision of the Board.

Approval  
and  
coming  
into force.

**52.** The regulations made by the Board shall be subject to approval by the Lieutenant-Governor in Council and, if they receive such approval, shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as is fixed therein for such purpose.

**53.** The Lieutenant-Governor in Council may enter into or may authorize the Board to enter into an agreement with the competent authority of any government, with any corporation or with any association respecting the exchange of information and respecting any matter related to the carrying out of this act.

Agree-  
ments  
author-  
ized.

#### SECTION IV

##### SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES LOTERIES ET COURSES DU QUÉBEC

Institu-  
tion.  
Nom.

**54.** Un organisme est institué sous le nom de « Société d'exploitation des loteries et courses du Québec ».

Pouvoirs  
d'une  
corpora-  
tion.

La Société est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Approba-  
tion de  
règle-  
ments.

Les règlements de la Société doivent, pour entrer en vigueur, être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Manda-  
taire du  
gouverne-  
ment, etc.

**55.** La Société est un mandataire du gouvernement. Les biens qu'elle possède font partie du domaine public mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ces biens.

#### DIVISION IV

##### SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES LOTERIES ET COURSES DU QUÉBEC

**54.** A body is constituted under the name of "*Société d'exploitation des loteries et courses du Québec*".

Body con-  
stituted  
Name.

The Corporation shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and shall have the general powers of such a corporation, with such special powers as are assigned to it by this act.

Corporate  
powers.

To come into force, the by-laws of the Corporation must be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval  
of  
by-laws.

**55.** The Corporation shall be a mandatar of the government. The property it possesses shall form part of the public domain, but the performance of the obligations of the Corporation may be levied on such property.

Manda-  
tary of  
govern-  
ment, etc.

Siège social.

**56.** Le siège social de la Société est dans la Ville de Québec; elle peut toutefois le transporter dans une autre municipalité avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

**56.** The corporate seat of the Corporation shall be in the City of Québec, but the Corporation may transfer it to another municipality with the approval of the Lieutenant-Governor in Council; such change shall come into force upon publication of a notice to such effect in the *Québec Official Gazette*. Corporate seat.

Composition.

**57.** La Société est formée de trois membres nommés pour dix ans par le lieutenant-gouverneur en conseil qui choisit un président parmi eux et qui fixe les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun d'eux.

**57.** The Corporation shall consist of three members appointed for ten years by the Lieutenant-Governor in Council who shall choose a president from among their number and who shall fix the fees, allowances or salary or the additional salary, as the case may be, of each of them. Composition.

Mandat.

Les membres de la Société restent en fonctions nonobstant l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

The members of the Corporation shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced. Term of office.

Qualités.

Aucune personne ne peut être membre de la Société si elle n'a son domicile au Québec.

No person shall be a member of the Corporation unless he is domiciled in the province of Québec. Qualification.

Services exclusifs.

Les membres de la Société doivent s'occuper exclusivement du travail de la Société et des devoirs de leurs fonctions.

The members of the Corporation shall devote their time exclusively to the work of the Corporation and the duties of their office. Full-time work.

Conflit d'intérêts.

**58.** Aucun membre du conseil d'administration de la Société ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société.

**58.** No member of the board of directors of the Corporation, under pain of forfeiture of his office, shall have any direct or indirect interest in an undertaking that puts his personal interest in conflict with that of the Corporation. Conflict of interest.

Exception.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation, pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

Such forfeiture, however, shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift and he renounces or disposes of it with all possible dispatch. Proviso.

Responsabilité du président.

**59.** Le président est directeur-général de la Société et est responsable de l'administration de la Société dans le cadre de ses règlements.

**59.** The president shall be the general manager of the Corporation and shall be responsible for the administration of the Corporation within the scope of its by-laws. President is general manager.

Remplacement temporaire.

**60.** En cas d'incapacité d'agir d'un membre par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par une personne nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil pour exercer ses fonctions pendant la durée de son incapacité; le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, allocations, traitement ou traitement additionnel d'une telle personne.

**60.** If a member is unable to act by reason of absence or illness, he shall be replaced by a person appointed by the Lieutenant-Governor in Council to perform his duties while he is unable to act; the Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances, salary or additional salary of such person. Temporary replacement.



- Secrétaire, etc.** **61.** Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés de la Société sont nommés conformément à la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14). **61.** The secretary and the other functionaries and employees of the Corporation shall be appointed in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14). **Secretary, etc.**
- Fonctions.** **62.** La Société a pour fonction d'organiser et conduire des systèmes de loteries, pour le compte du gouvernement. **62.** The functions of the Corporation shall be to organize and conduct lottery schemes on behalf of the government. **Functions.**
- Idem.** Elle peut aussi organiser et conduire des courses pourvu qu'elle détienne un permis de la Régie. It may also organize and conduct races provided it obtains a permit from the Board. **Idem.**
- Disposition non applicable.** L'article 23 ne s'applique pas à la Société. Section 23 shall not apply to the Corporation. **Provisions not to apply.**
- Pouvoirs.** **63.** La Société peut accomplir tout ce qui est nécessaire, accessoire ou favorable à la réalisation de ses fins et notamment:  
**a)** contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres, à un taux d'intérêt et à toutes autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil;  
**b)** faire des règlements pour sa régie interne et notamment permettre au président d'autoriser seul les dépenses courantes qui ne dépassent pas \$5,000 dans chaque cas. **63.** The Corporation may do anything necessary for or incidental or favourable to the attainment of its objects and in particular:  
**(a)** contract loans by notes, bonds or other securities at the rate of interest and upon any other conditions which the Lieutenant-Governor in Council determines;  
**(b)** make by-laws for its internal management and in particular permit the president to authorize alone current expenditures not exceeding \$5,000 in each case. **Powers.**
- Id., avec autorisation du lt.-gouv. en conseil.** **64.** La Société ne peut, sans l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil:  
**a)** acquérir, détenir et céder des intérêts dans toute entreprise dont les objets sont similaires à ceux de la Société;  
**b)** conclure un contrat l'engageant pour plus de cinq ans;  
**c)** contracter un emprunt qui porte à plus de \$500,000 le total des sommes empruntées par elle et non encore remboursées;  
**d)** conclure des ententes avec tout gouvernement, corporation ou association relativement à des matières de sa compétence;  
**e)** contracter de quelque manière que ce soit relativement à des biens meubles ou immeubles en considération d'une somme supérieure à \$25,000. **64.** Without the prior authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Corporation shall not:  
**(a)** acquire, hold or alienate interests in any undertaking whose objects are similar to those of the Corporation;  
**(b)** make a contract binding it for more than five years;  
**(c)** contract a loan which increases to more than \$500,000 the total amounts borrowed by it and not yet repaid;  
**(d)** make agreements with any government, corporation or association respecting matters within its competence;  
**(e)** make a contract of any kind respecting moveable or immoveable property in consideration of a sum of more than \$25,000. **Prior authorization for certain acts.**

Garantie  
de  
paiement,  
etc.

**65.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe:

*a)* garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière;

*b)* autoriser le ministre des finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi.

Paiements  
par le  
gouverne-  
ment.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer à la Société sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

Affecta-  
tion des  
revenus.

**66.** Les revenus de la Société doivent être affectés à ses frais d'administration et au remboursement de ses emprunts et autres obligations, ainsi que des avances faites par le ministre des finances en vertu du paragraphe *b* de l'article 65, et le solde est versé au fonds consolidé du revenu.

Année  
financière.

**67.** L'année financière de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

Rapport  
annuel.

**68.** La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre des finances un rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre des finances peut exiger.

Dépôt.

Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

Rensei-  
gnements.

La Société doit fournir au ministre des finances tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.

Vérifi-  
cation.

**69.** Les livres et les comptes de la Société sont vérifiés par l'auditeur de la province chaque année et chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil; le rapport de l'auditeur doit accompagner le rapport annuel de la Société.

Applica-  
tion de  
la section.

**70.** Le ministre des finances est chargé de l'application de la présente section.

**65.** The Lieutenant-Governor in Council, upon such conditions as he determines, may:

*(a)* guarantee the payment in principal and interest of any loan of the Corporation and the performance of any of its obligations;

*(b)* authorize the Minister of Finance to advance to the Corporation any amount deemed necessary for the carrying out of this act.

The sums which the government may be called upon to pay under such guarantees or to advance to the Corporation shall be taken out of the consolidated revenue fund.

**66.** The revenues of the Corporation shall be appropriated to its administrative costs and to the repayment of its loans and other obligations and of the advances made by the Minister of Finance under sub-paragraph *b* of section 65, and the balance shall be paid into the consolidated revenue fund.

**67.** The fiscal year of the Corporation shall end on the 31st of March each year.

**68.** Not later than the 30th of June each year, the Corporation shall make to the Minister of Finance a report on its activities for its previous fiscal year; such report shall also contain all the information that the Minister of Finance may require.

Such report shall be laid before the National Assembly if it is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

The Corporation shall furnish the Minister of Finance with any information he requires on its operations.

**69.** The books and accounts of the Corporation shall be audited by the Provincial Auditor each year and whenever the Lieutenant-Governor in Council so orders; the report of the auditor shall accompany the annual report of the Corporation.

**70.** The Minister of Finance shall have charge of the carrying out of this division.

Guarantee  
of pay-  
ment, etc.

Payments  
by gov-  
ernment.

Approp-  
riation  
of rev-  
enues.

Fiscal  
year.

Annual  
report.

Deposit.

Inform-  
ation.

Audits.

Carrying  
out of  
division.

## SECTION V

## INFRACTIONS ET PEINES

Infractions et peines.

**71.** Quiconque enfreint l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements ou refuse de se conformer à un ordre donné en vertu de cette loi ou des règlements commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, pour chaque jour que dure l'infraction, d'une amende d'au plus \$1,000 s'il s'agit d'un individu et d'une amende d'au plus \$5,000 s'il s'agit d'une corporation.

Poursuites sommaires.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique à ces poursuites.

Fonctionnaire, etc., réputé partie à l'infraction.

**72.** Lorsqu'une corporation commet une infraction à la présente loi ou à un règlement, tout fonctionnaire, administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour la corporation, que celle-ci ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

Poursuites.

**73.** Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

Plainte.

**74.** Toute plainte portée en vertu de la présente loi peut se rapporter à plusieurs infractions.

## SECTION VI

## DISPOSITIONS FINALES

Paiement des dépenses.

**75.** Les dépenses encourues pour le paiement des frais d'administration de la Régie sont payées, pour l'exercice financier 1969/1970, à même le fonds consolidé du revenu et pour les exercices subséquents, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.

1934, c. 6; 1950, c. 14, ab.

**76.** La Loi autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles et

## DIVISION V

## OFFENCES AND PENALTIES

**71.** Any person who infringes any provision of this act or of the regulations or refuses to comply with an order given under this act or the regulations is guilty of an offence and liable, upon summary proceeding, in addition to payment of the costs, to a fine of not more than \$1,000 in the case of an individual and not more than \$5,000 in the case of a corporation, for each day that the offence continues.

Penalties for offences.

Part II of the Summary Convictions Procedure Act shall apply to such proceedings.

Procedure

**72.** When a corporation infringes this act or any regulation, every officer, director, employee or agent of such corporation who prescribed or authorized the commission of the offence, or who assented thereto or acquiesced or participated therein, is deemed a party to the offence and is liable to the same penalty as that provided for the corporation, whether or not such corporation has been prosecuted or convicted.

Offence and penalty; corporation, etc.

**73.** The proceedings under this act shall be instituted by the Attorney-General or by a person generally or specially authorized by him in writing for such purpose.

Proceedings.

**74.** Any complaint lodged under this act may relate to several offences.

Several offences joined.

## DIVISION VI

## FINAL PROVISIONS

**75.** The expenses incurred for the payment of the administrative costs of the Board shall be paid for the fiscal year 1969/1970 out of the consolidated revenue fund, and for the subsequent fiscal years, out of the moneys appropriated for such purpose by the Legislature each year.

Payment of certain expenses.

**76.** The Act to authorize the organization of a lottery for educational and public

1934, c. 6, 1950, c. 14, repealed.

d'assistance publique (1934, chapitre 6) et la Loi pour aider à la diffusion de l'instruction et à la protection de la santé (1950, chapitre 14) sont abrogées.

charitable purposes (1934, chapter 6) and the Act to promote the Diffusion of Education and the Protection of Health (1950, chapter 14) are repealed.

1946, c.  
19, ab

**77.** La Loi concernant les appareils de jeu (1946, chapitre 19) est abrogée.

**77.** The Act respecting gaming apparatus (1946, chapter 19) is repealed. 1946, c. 19, repealed.

S.R., c.  
14, a. 45,  
mod.

**78.** L'article 45 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14), modifié par l'article 16 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), l'article 8 du chapitre 6 des lois de 1966, l'article 72 du chapitre 9, l'article 39 du chapitre 11, l'article 3 du chapitre 12, l'article 5 du chapitre 13, l'article 83 du chapitre 17, l'article 4 du chapitre 18 et l'article 31 du chapitre 60 des lois de 1968, et par l'article 17 du chapitre 15, l'article 34 du chapitre 17, l'article 40 du chapitre 48 et l'article 30 du chapitre 62 des lois de 1969, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 5°, après le sous-paragraphe o, le suivant :

« p) de la Régie des loteries et courses du Québec et de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec. »

**78.** Section 45 of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14), amended by section 16 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), section 8 of chapter 6 of the statutes of 1966, section 72 of chapter 9, section 39 of chapter 11, section 3 of chapter 12, section 5 of chapter 13, section 83 of chapter 17, section 4 of chapter 18 and section 31 of chapter 60 of the statutes of 1968, and by section 17 of chapter 15, section 34 of chapter 17, section 40 of chapter 48 and section 30 of chapter 62 of the statutes of 1969, is again amended by adding after sub-paragraph o at the end of paragraph 5, the following :

“(p) the Régie des loteries et courses du Québec and the Société d'exploitation des loteries et courses du Québec.”

S.R., c.  
79, aa. 34-  
38, ab.

**79.** Les articles 34 à 38 de la Loi des licences (Statuts refondus, 1964, chapitre 79) sont abrogés.

**79.** Sections 34 to 38 of the License Act (Revised Statutes, 1964, chapter 79) are repealed. R.S., c. 79, ss. 34-38, repealed.

Id., aa.  
46-53, ab.

**80.** Les articles 46 à 53 de ladite loi sont abrogés.

**80.** Sections 46 to 53 of the said act are repealed. Id., ss. 46-53, repealed.

Id., a.  
55, ab.

**81.** L'article 55 de ladite loi est abrogé.

**81.** Section 55 of the said act is repealed. Id., s. 55, repealed.

Id., a.  
56, mod.

**82.** L'article 56 de ladite loi est modifié en retranchant dans la troisième ligne les mots « de prendre une licence et ».

**82.** Section 56 of the said act is amended by striking out the words “to take out a license and” in the second and third lines. Id., s. 56, am.

Id., aa.  
57-59, ab.

**83.** Les articles 57 à 59 de ladite loi sont abrogés.

**83.** Sections 57 to 59 of the said act are repealed. Id., ss. 57-59, repealed.

Applica-  
tion de  
certaines  
disposi-  
tions.

**84.** Le ministre de la justice est chargé de l'application des dispositions de la présente loi qui concernent la Régie.

**84.** The Minister of Justice shall have charge of the carrying out of the provisions of this act which relate to the Board. Carrying out of certain provisions.

Entrée en  
vigueur.

**85.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation

**85.** This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Coming into force.



du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des articles exclus par cette proclamation, lesquels entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.\*

---

*\* Les articles 1, 54 à 70 et 76 à 78 de ce chapitre sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1970 (Gazette officielle du Québec, 1970, page 76).*

*Les articles 2 à 53, 71 à 75, et 84 de ce chapitre sont entrés en vigueur le 23 janvier 1970 (Gazette officielle du Québec, 1970, page 911).*

Lieutenant-Governor in Council, except the sections excluded by such proclamation, which shall come into force on such later date as may be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.\*

---

*\* Sections 1, 54 to 70 and 76 to 78 of this chapter came into force on the 1st of January 1970 (Québec Official Gazette, 1970, page 76).*

*Sections 2 to 53, 71 to 75, and 84 of this chapter came into force on the 23rd of January 1970 (Québec Official Gazette, 1970, page 911).*